

NOTICES D'INFORMATIONS 2011

1. NOUVEAUTES FISCALES

Splitting intégral genevois, un leurre

Le fisc genevois s'est félicité de l'introduction du splitting intégral permettant une imposition identique du couple marié ou concubin, que divers magazines ont répercuté. Faut-il encore que chaque partenaire ait des revenus identiques. Avec deux enfants, un salaire net de CHF 150'000.00 pour l'un et de CHF 50'000.00 pour l'autre, le couple marié paiera quelques CHF 35'000.00 d'impôt alors qu'en restant séparés, leur impôt ne serait que de CHF 25'000.00. Soit une différence de 40% nous suggérant que ce fameux splitting intégral est un leurre.

Administration fiscale genevoise, Hightech

L'Administration fiscale genevoise propose à titre d'essai des cartes à puce ou des clés USB valant passeport électronique et signature électronique qualifiée. Constatant un intérêt et un usage grandissant des prestations en ligne (modifications d'acompte, déclaration, formulaires divers, etc.), l'Administration fiscale genevoise propose dès 2011 aussi le mandat hors-ligne pour mandataires.

Amnistie fiscale élargie à Genève

En sus de l'amnistie fiscale fédérale applicable dès le 1^{er} janvier 2010, et pour un temps indéterminé, n'ayant motivé que quelques 300 genevois à se dénoncer, Genève pourrait mettre en place une amnistie élargie, mais limitée à deux ans, traitant de manière identique les fraudeurs se déclarant spontanément que les héritiers ayant reçu de l'argent non déclaré, soit par un rattrapage sans amende limité (10 ans avec 70% d'abattement au-delà de CHF 80'000.00 de soustraction). Il faut attendre les votations du 13 février 2011 pour qu'elle se concrétise, voire plus tard, car certains ont recouru à son encontre.

Adaptation des déductions

5,16% d'augmentation de l'indice des prix depuis 5 ans, auquel s'adaptent les déductions sociales dès 2011 en matière d'IFD. Aussi une adaptation « sociétale » de l'impôt dès 2011, les frais de garde à l'extérieur étant dorénavant admis jusqu'à CHF 10'000.00 par enfant (CHF 4'000.00 pour l'impôt genevois) afin de moins défavoriser le travail des épouses.

Déductibilité des frais d'entretien des immeubles privés

Il y a passablement de changements cités dans la notice du 1^{er} février 2011 de l'Administration Fiscale Cantonale que nous avons déjà annoncés puisqu'ils s'appliquent dès le 1^{er} janvier 2010, soit notamment :

- abolition de la pratique Dumont permettant de déduire les frais de remise en état d'un immeuble nouvellement acquis.
- déductibilité de l'impôt complémentaire ayant provoqué un accroissement des frais d'immeuble admis forfaitairement (à 10% jusqu'à 10 ans d'ancienneté, 20% au-delà).
- investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement entièrement déductibles.

Exonération fiscale des immeubles Minergie

Entrée en vigueur le 5 août 2010, l'article 78 LCP prévoit l'exonération de l'impôt immobilier complémentaire pendant 20 ans pour les immeubles considérés de haute performance énergétique, c'est-à-dire au bénéfice du label « Minergie » qu'il y a lieu de joindre à la déclaration fiscale.

Imposition réduite des bénéficiaires de liquidation des indépendants

La réforme fiscale des entreprises favorise cette année les indépendants. En effet, dès le 1^{er} janvier 2011, le goodwill réalisé par un indépendant cessant ses activités connaît une imposition très amoindrie (5 fois moins à Genève). Pour le justifier et le calculer, le fisc traite ce goodwill comme un capital de prévoyance qui aurait fait l'objet d'un rachat fictif et lui applique l'impôt réduit propre à la prévoyance.

Salaire jugé insuffisant par l'AVS

Pendant plusieurs années, le fisc a assimilé à des dividendes cachés la part du salaire jugée excessive. Maintenant que l'imposition des dividendes est abattue (de 40% à Genève), la charge fiscale grevant un salaire ou un dividende est sensiblement la même, sauf à « casser » le taux de l'impôt en ne se versant des dividendes que sporadiquement. C'est donc dorénavant l'AVS qui se rebiffe et qui estime qu'un dividende supérieur à 10% de la valeur fiscale des actions est assimilé à du salaire si ce dernier est jugé trop faible. Ce dividende est dès lors soumis à l'AVS, mais que jusqu'à raison du montant du salaire « usuel » du poste. Nous ne savons toutefois pas à ce jour à quelles tables l'AVS se réfère et il n'y a pas encore eu de jurisprudence à ce sujet.

Imposition à forfait des riches étrangers harmonisées

Pour autant que le canton ne l'ait pas abolie, à l'instar de Zurich en 2009 suite à une initiative populaire votée favorablement, l'imposition à forfait devrait bientôt connaître une harmonisation cantonale que recadreraient les conditions d'application. Il s'agirait aussi d'un nivellement par le haut puisque la dépense minimale imposée devrait s'élever à 7 fois les loyers, au lieu de 5 actuellement, et qu'un seuil minimum serait établi (CHF 400'000.00 pour l'IFD).

Déductibilité des déplacements des frontaliers

Depuis qu'un contribuable frontalier a obtenu gain de cause en matière de déductibilité des frais effectifs de déplacement, beaucoup de frontaliers ont réclamé à l'encontre de leur taxation. Et pour cause, la déductibilité des frais effectifs est supérieure à celle forfaitairement autorisée dès que la distance à son lieu de travail est supérieure à 10km. Le fisc a réagi en prévoyant un statut de « quasi résident » obligeant les contribuables frontaliers voulant faire valoir de telles déductions effectives de déclarer aussi l'intégralité de leurs revenus. Quelques 20% des frontaliers s'en trouveraient moins bien lotis, et il faut procéder à des simulations pour le savoir.

Statut des sociétés auxiliaires en péril

Déjà annoncé dans nos précédentes notices, le risque de devoir abolir les statuts privilégiés des sociétés auxiliaires déployant leurs activités à l'étranger, à l'instar des sociétés de trading fort nombreuses à Genève, est de plus en plus manifeste en raison des pressions européennes. En particulier, si l'Irlande devait être contrainte d'augmenter son taux d'imposition de 15% actuellement, la Suisse ne pourrait plus être le seul pays à maintenir un faible taux d'imposition (11,7% à Genève).

Les ministres européens ont d'ailleurs encore tapé sur la table le 14 décembre dernier pour fustiger « cette aide de l'Etat créant une distorsion de concurrence inacceptable ». La Suisse et Genève en particulier qui retire plus de 300 millions l'an de ses nombreuses sociétés auxiliaires vont devoir réagir à terme (2015?), mais nous ne savons pas bien comment à ce jour.

TVA accrue

Le taux de TVA passe à 8,0% dès le 1^{er} janvier 2011 (respectivement à 2,5% pour les produits de première nécessité et 2,8% pour l'hôtellerie), la date de l'envoi ou de la prestation de service étant déterminant. Il s'agit du seul changement notable, si ce n'est l'attribution de nouveaux numéros d'identification TVA au cours du premier semestre 2011.

Les velléités d'un taux unique applicable à tous n'ont pas trouvé d'appui et ne se concrétiseront ainsi pas.

Holdings assujetties à la TVA

Les holdings peuvent dorénavant s'assujettir à titre volontaire à la TVA si elles y trouvent avantage, et ce d'autant plus que la vente des papiers-valeurs ne constituent plus pour elles une opération exclue du champ de l'impôt provoquant une réduction de la déduction de l'impôt préalable.

2. NOUVEAUTES SOCIALES

Loi sur l'assurance chômage révisée

Acceptée par votation populaire du 26 septembre 2009, la révision entrera en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011 avec un taux de prélèvement passant de 2,0% à 2,2% et une nouvelle contribution de solidarité de 1% sur les revenus compris entre CHF 126'000.00 et CHF 315'000.00. Les réductions de certaines prestations ne prendront effet qu'à partir du 1^{er} avril 2011.

Les cotisations AVS/AI/APG à 10,3%

Soit seulement 0,2% d'augmentation en 2011, en l'occurrence l'Assurance Perte de Gain. Il faut dire que l'augmentation 2011 de la TVA, nettement plus importante, sert déjà à financer les déficits de ces institutions.

Les rentes AVS et AI sont toutefois augmentées de 1,75% en 2011.

Salaire minimum des employés de maison

Dès le 1^{er} janvier 2011, un contrat type de travail fédéral devra être appliqué aux employés de maison d'une durée hebdomadaire supérieure à 5 heures. Il imposera des salaires minimaux de CHF 18.20 de l'heure pour les travailleurs non qualifiés et sans expérience (CHF 20.00 dès 4 ans d'expérience) afin de lutter contre la sous-enchère. Le CO et des règlements cantonaux continueront néanmoins d'être appliqués pour d'autres aspects du contrat de travail domestique.

C'est l'occasion de rappeler le système du « chèque emploi » connaît un succès grandissant à Genève avec en 2009 plus de 5'000 employés déclarés représentant une masse salariale supérieure à 20 millions.

Charges sociales accrues des frontaliers indépendants

Les indépendants devront régler les charges sociales de leur lieu de résidence dès le 1^{er} janvier 2011. Sachant qu'elles sont de 35% en France, contre à peine plus de 10% en Suisse, certains frontaliers vont devoir réorganiser leur activité professionnelle.

3. NOUVEAUTES COMPTABLES / JURIDIQUES

Référentiels comptables concurrents aux IFRS

Les IFRS faisant sans cesse l'objet de révisions et convergeant de plus en plus vers les US GAAP qui privilégient plus des règles comptables détaillées que des principes, de nombreuses entreprises suisses recherchent des référentiels comptables simplifiés. Il y a les IFRS pour les PME qui sont largement simplifiées et de reconnaissance internationale de même que les Swiss GAAP RPC bien adaptées aux entreprises financées et dirigées depuis la Suisse.

Réformes comptables de la prévoyance

Entre les institutions qui font évoluer les normes comptables propres aux « avantages aux employés » et la Suisse qui s'y adapte avec retard pour les entreprises cotées ou se référant aux normes comptables IFRS, c'est un peu la bouteille à encre. A moyen terme, les rendements des fonds placés et des calculs actuariels des prestations engagées, auront un impact sur les résultats de l'entreprise se référant aux IFRS chaque année avec d'importantes pertes prévues durant le premier exercice d'application. Si seuls les fonds de

pension à primauté « prestations » étaient concernés jusqu'à présent, ceux à primauté « cotisations » le seront aussi dès 2012 suite à une interprétation élargie de l'IAS 19.

Secret bancaire peut-être réhabilité

Donné pour mort il y a 2 ans, le secret bancaire semble entamer sa convalescence. L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont en effet accepté d'explorer la voie de l'impôt libérateur permettant la protection de la sphère privée. L'échange automatique d'informations, pourtant si cher à Bruxelles pour la révision de sa directive sur la fiscalité de l'épargne prévue en 2012, serait dès lors oubliée. Cela nécessitera toutefois une assistance administrative plus large du gouvernement et des banques suisses. Sous ce nouveau régime, les demandes d'entraide devront être justifiées et citer le nom du client afin d'éviter les intrusions du « fishing ».

Il est à rappeler que la Lega tessinoise n'a pas pu déposer son initiative d'inscription du secret bancaire dans la Constitution. Malgré l'éventuelle fragilité du secret bancaire helvétique, les clients étrangers ont déposé pour plus de 300 milliards de francs d'argent frais et très largement déclarés dans nos banques entre 2007 et 2010.

La fraude fiscale constitutive d'un nouveau crime LBA

Si le GAFI (Groupe d'action financière luttant contre la criminalité économique) reconnaît les efforts de bon élève de la Suisse qui s'est dotée il y a 8 ans d'une Loi sur le blanchiment d'argent (LBA) et l'applique avec un certain zèle, il conteste que la Suisse ne reconnaisse pas la fraude fiscale comme une infraction préalable au blanchiment. Certes les positions du GAFI n'ont que valeur de recommandation, mais sachant que 3/4 des fonds déposés par des particuliers en Suisse ne seraient pas déclarés, il y a fort à parier que d'autres institutions plus contraignantes poussent notre gouvernement à reconnaître la fraude fiscale comme un « crime » LBA supplémentaire.

Procédures civiles et pénales harmonisées

Le Code de procédure civile fédéral et le Code de procédure pénale fédéral entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Les procédures seront ainsi unifiées sur l'ensemble de la Suisse, alors que jusqu'à présent on plaidait selon 26 procédures différentes propres à chaque canton.

Nouvelles règles Incoterms

Les règles standardisées incoterms sur la répartition des obligations, des coûts et des risques dans les échanges internationaux sont adaptées à la pratique chaque 10 ans. C'est ainsi que les incoterms 2010 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Genève, le 4 février 2011

(SEEO)